



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1997/NGO/82
25 mars 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-troisième session
Point 8 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Exposé écrit présenté par International Educational Development Inc.
organisation non gouvernementale inscrite sur la liste

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[20 mars 1997]

1. "L'exercice pacifique du droit à la liberté d'expression ne sera pas considéré comme une menace pour la sécurité nationale ni soumis à quelques restrictions ou sanctions que ce soit", c'est ce qu'affirme l'un des Principes de Johannesburg relatifs à la sécurité nationale, à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, qui ont été élaborés par des spécialistes du droit international. International Educational Development (IED) est extrêmement préoccupée par le fait que la notion de sécurité nationale, ou de sûreté de l'Etat, est très largement et arbitrairement utilisée dans les systèmes juridiques de nombreux pays, d'Asie en particulier. IED estime que cette notion, qui est souvent insuffisamment définie dans les lois applicables, risque de déboucher sur des procédures judiciaires arbitraires et inévitables. IED note avec préoccupation qu'elle sert couramment à restreindre les droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association et à faire taire les dissidents, et surtout les personnes qui critiquent le Gouvernement et les syndicalistes.

2. Partout dans le monde, la notion de sécurité nationale a servi d'argument pour étouffer la dissidence. Depuis quelques années, la Chine y a de plus en plus recours pour justifier les poursuites engagées contre des dissidents et leur détention arbitraire, et elle l'a incorporée dans plusieurs nouvelles lois et réglementations, notamment la Loi de 1993 sur la sûreté de l'Etat et la Loi de 1988 sur la protection des secrets d'Etat. Ce processus a trouvé son aboutissement en mars 1997, avec le vote, par l'Assemblée populaire nationale, d'une révision du Code pénal en vertu de laquelle les crimes de "contre-révolution" ont été remplacés par ceux d'"atteinte à la sûreté de l'Etat". Etant donné qu'elle laisse aux autorités chargées de l'application des lois toute latitude pour définir ce qu'est la "sûreté de l'Etat" et ce qui y porte atteinte, IED estime que, malheureusement, cette révision n'est en fait porteuse d'aucun changement substantiel dans la législation ou la pratique, car elle ne supprime aucune des restrictions importantes dont les droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association font l'objet. Elle se traduit même par un climat plus répressif, comme le montrent très clairement les lourdes peines infligées l'an passé à Wang Dan et à Wei Jingsheng.

3. La notion de crime "contre-révolutionnaire" a été abondamment utilisée tout au long de son histoire par le régime communiste chinois. La répression des "délits d'opinion" s'est poursuivie pendant la période des réformes, depuis la condamnation de Wei Jingsheng à 15 ans d'emprisonnement en 1979, avec les condamnations des militants du mouvement "Mur de la démocratie" dans tout le pays, pour atteindre son point culminant avec la répression qui s'est abattue à la suite des manifestations de 1989 sur des centaines, voire des milliers de personnes condamnées pour actes contre-révolutionnaires à travers toute la Chine. En 1995, Wei Jingsheng a été accusé de "conspiration visant à renverser le Gouvernement" en commettant des "crimes" tels que "publication d'articles hostiles au Gouvernement à l'étranger", discussions sur "la lutte" avec ses amis et collecte de fonds pour les victimes de la persécution politique et leurs familles, et il a été condamné à une peine supplémentaire de 14 ans d'emprisonnement.

4. Wang Dan, l'un des dirigeants étudiants du mouvement de 1989 pour la démocratie, a été inculpé d'infractions à la fois au Code pénal et à la Loi de 1993 sur la sûreté de l'Etat et, en octobre 1996, il a été reconnu coupable de "conspiration visant à renverser le Gouvernement". Ses "crimes", analogues à ceux dont Wei Jingsheng a été accusé, se résumaient en fait à l'exercice de ses droits internationalement reconnus, à la liberté d'expression et à la liberté d'association, ce que le tribunal a qualifié d'"actes criminels ayant mis en péril la sûreté de l'Etat". Wang Dan a été condamné à onze ans d'emprisonnement et deux ans de privation de ses droits politiques. Après une audience de trois heures au cours de laquelle aucun des témoins qui avaient été convoqués par la défense n'a été entendu, le tribunal s'est retiré pendant une demi-heure puis a rendu un verdict écrit qui reprenait presque mot pour mot l'acte d'accusation. A n'en pas douter, le verdict avait été décidé à l'avance. Sa mère, Wang Lingyun, l'a défendu oralement, et son père et sa soeur se trouvaient également dans la salle d'audience. Aucun autre membre de la famille de Wang, et aucun de ses amis n'avait été autorisé à assister au procès, et aucun observateur indépendant n'y fut admis.

5. Au cours des dernières années, un certain nombre de personnes ont été reconnues coupables d'infractions telles que "divulcation de secrets d'Etat" et "espionnage" pour avoir exercé leurs droits élémentaires et leurs libertés fondamentales. En décembre 1996, l'intellectuel chinois Li Hai a été déclaré coupable "de s'être procuré indûment des renseignements sur des personnes condamnées pour activités criminelles en liaison avec les événements du 4 juin 1989, à savoir : nom, âge, situation familiale, crime commis, durée de la peine, lieu de détention et régime pénitentiaire. Le verdict rangeait ces renseignements parmi les "secrets d'Etat". Li Hai a été condamné à neuf ans d'emprisonnement et deux ans de privation des droits politiques, il est tenu au secret depuis son arrestation en mai 1995 et il a été inculpé un an plus tard de divulgation de secrets d'Etat en vertu de la Loi sur la protection des secrets d'Etat. Autre exemple, le musicologue tibétain Ngawang Choepel a été condamné en décembre 1996 à 18 ans d'emprisonnement et quatre ans de privation de ses droits politiques, pour "espionnage au profit de la clique du Dalaï-lama". On ne sait toujours rien des détails du procès ni du lieu où il se trouve actuellement. Résident en Inde, il avait été arrêté au Tibet, où il s'était rendu pour réaliser un documentaire sur la musique et la danse traditionnelles. On ne lui connaît aucune participation à des activités politiques. Dans toutes ces affaires, la protection de la sûreté de l'Etat a été citée comme raison des poursuites.

6. IED et l'organisation "Droits de l'homme en Chine", qui lui est associée, sont préoccupées par le fait que la révision du Code pénal parachève la transformation de la Chine en Etat "sécuritaire", amorcée par la Loi de 1988 sur la protection des secrets d'Etat et son règlement d'application de 1990 et la Loi de 1993 sur la sûreté de l'Etat. Selon cette dernière loi et son règlement d'application, les actes mettant en péril la sûreté de l'Etat sont la conspiration visant à renverser le Gouvernement, la division du pays et la subversion du régime socialiste. La définition de ces actes est laissée à l'entière discrétion des autorités. En outre, avant la promulgation du nouveau Code pénal révisé, les peines infligées pour les crimes visés dans la Loi sur la sûreté de l'Etat devaient être fixées d'après les dispositions de la section correspondante du Code pénal, à savoir la section relative aux crimes contre-révolutionnaires. De même, les secrets d'Etat ne sont pas définis par la loi. La Loi sur les secrets d'Etat et son règlement d'application ne prévoient aucune procédure à suivre pour déterminer si tel ou tel élément constitue un secret d'Etat. De plus, ces instruments délèguent aux autorités le pouvoir de définir le degré de confidentialité des secrets d'Etat, et de décider, en toute indépendance, ce qui doit être rangé dans cette catégorie. Aucun système sérieux de contrôle judiciaire n'est envisagé pour aucune de ces deux lois en cas de contestation des décisions des autorités quant à ce qui constitue une atteinte à la sûreté de l'Etat ou un secret d'Etat. De fait, la Loi sur la sûreté de l'Etat et la Loi sur les secrets d'Etat ne font toutes deux qu'ajouter deux chapitres à celui des crimes contre-révolutionnaires. Supprimer le crime de "contre-révolution" sans réformer ces deux lois et leurs règlements d'application n'est qu'un leurre juridique.

7. IED tient à souligner le contraste entre cette notion de sûreté de l'Etat, notion vague et qui relève de l'opportunité politique, et les Principes de Johannesburg, suivant lesquels le souci légitime de la sécurité nationale est celui de "protéger un pays ou son intégrité territoriale contre

le recours ou la menace de recours à la force, qu'ils aient leur source à l'extérieur, comme une menace militaire, ou à l'intérieur, comme l'incitation à renverser le Gouvernement par la violence. Au regard des Principes, ce qui est illégitime, c'est de restreindre les libertés dans le souci d'épargner au Gouvernement une situation embarrassante ou la révélation de faits illicites, d'imposer une idéologie particulière, de dissimuler des informations sur le fonctionnement des institutions publiques, ou de réprimer un mouvement de grève". Les Principes affirment en outre que l'on ne saurait imposer de restrictions à l'information sur les pratiques d'un pays en matière de droits de l'homme au nom de la "sûreté de l'Etat".

8. IED et l'organisation Droits de l'homme en Chine (HRIC), qui lui est associée, engagent le Gouvernement chinois et l'Assemblée populaire nationale à procéder à une véritable révision du Code pénal en s'appuyant sur les normes consacrées par les Principes de Johannesburg concernant la sécurité nationale, de manière à autoriser la plus grande liberté possible d'expression et d'information en ne protégeant que les intérêts qui relèvent véritablement de la sécurité nationale. Certes, la liberté d'expression est censée être garantie par la Constitution chinoise, mais ce droit devrait aussi être reconnu dans les faits. En outre, IED et HRIC recommandent à l'Assemblée populaire nationale d'abroger la Loi de 1993 sur la sûreté de l'Etat et son règlement d'application et de modifier profondément la Loi de 1988 sur la protection des secrets d'Etat pour y prévoir des garanties des droits fondamentaux.

9. IED appelle tous les gouvernements qui, au nom de la protection de la sécurité nationale, maintiennent des personnes en détention pour l'exercice non violent de leurs droits à la liberté d'expression et d'association à les libérer immédiatement et inconditionnellement. IED recommande fermement que, dans tous les pays, les intérêts de la sécurité nationale soient définis restrictivement et que toute restriction imposée à l'expression ou à l'information aux fins de la protection de la sécurité nationale soit énoncée sans ambiguïté et puisse être contestée devant un tribunal indépendant.
